

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 10 NOVEMBRE 2015
DU CONSEIL COMMUNAL

PRESENTS :

MM. Desmet-Culquin B., **Présidente**,
Caulier G., Horny D., D'Haese-Leuridant M.,
Demoustiez A., **Echevins**,
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,
Pottiez P., Hallot J.P., Breuse E., Senecaut M.,
Robette-Delputte F., Decamps P., Delhay J.,
Chanoine V., Egels E., Dessilly V., Decoster C.,
Petit N., **Conseillers**,
Gillard S., **Directeur général**.

EXCUSEES : Galant J., Vanderkel A., **Conseillers**

Après avoir excusé Mmes Galant et Vanderkel, Mme Desmet-Culquin informe l'assemblée que Mme Galant l'a désignée pour la remplacer dans la fonction de Présidente du Conseil communal

Monsieur Breuse et Mme Robette-Delputte arrivent lors de l'intervention de l'Echevin des Finances au point trois.

1. **Approbation du procès-verbal de la séance du 8 septembre 2015 – partie publique – approbation.**

Monsieur Delhay demande s'il serait possible d'obtenir, en même temps que les ordres du jour et de ses pièces (qui lui sont déjà transmis par voie informatique), le procès-verbal de la séance précédente en version informatique.

La Présidente marque son accord sur cette demande.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,
Approuve à l'unanimité, le procès-verbal de la de la séance du 8 septembre 2015

2. **Finances – Situation de caisse au 5 octobre 2015 – information**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,
est informé de la situation de caisse par l'Echevin des Finances

3. **Finances – Approbation par les autorités de tutelle du Compte communal (services ordinaire et extraordinaire) de l'exercice 2014 et de la modification budgétaire n°1 (services ordinaire et extraordinaire) de l'exercice 2015 – information** apportée par
Mr l'Echevin des Finances

Monsieur Breuse, puis Madame Robette-Delputte, intègrent la séance.

L'Echevin des Finances lit le texte suivant à l'assemblée :

« D'après un courrier alarmiste du Ministre Furlan dévoilé dans la presse du 02 septembre 2015 et adressé, non pas à l'Administration communale (comme l'indique erronément l'article) mais au groupe PS local : Jurbise vit au-dessus de ses moyens.

En respectant la circulaire du Ministre, nous avons inscrit au budget 2015 et maintenu à la MB1, en recette, un crédit spécial de 472.728 €. Chiffre contesté car dépassant le boni global estimé à 399.625,13€ !

Par 3 reprises, le groupe PS a interpellé l'Echevin des Finances sur ces chiffres.

Par 3 fois, la même réponse était donnée, à savoir :

- nous respectons scrupuleusement les consignes de la circulaire du Ministre*
- nous prévoyons dans les dépenses un fond de réserve de 550.000 €.*

A ce jour, nous avons reçu les notifications approuvant les comptes 2014 et la MB1 sans aucune remarque. Nous pouvons donc vous rassurer car ceci semble de bon augure pour l'élaboration du budget 2016. Les finances de la Commune ne plongeront pas dans le rouge ! »

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique, est informé par l'Echevin des Finances de l'approbation par la tutelle du Compte communal de l'exercice 2014 et de la modification budgétaire n°1 (services ordinaire et extraordinaire) de l'exercice 2015.

4. **Finances – Budget 2016 de la Fabrique d'Eglise Saint-Martin à Herchies -
approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l'article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 17 août 2015 par laquelle le conseil de la fabrique d'église Saint-Martin d'Herchies a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2016 ;

Attendu que le budget de la fabrique d'église pour l'exercice 2016, réceptionné en date du 20 août 2015 à l'Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

Recettes totales : 31.383,70 €

Dépenses totales : 31.383,70 €

Solde : 0,00€

Considérant qu'une intervention communale d'un montant de 27.118,29 € a été inscrite à l'ordinaire du budget de la fabrique d'église ;

Considérant la décision de l'Evêché de Tournai du 24.08.2015 approuvant le budget 2016 sans remarque ;

Considérant que la vérification dudit budget n'implique aucune remarque de la part de l'Administration ;

LE CONSEIL COMMUNAL, approuve avec 17 voix « pour » et 2 « abstentions », le budget 2016 de la Fabrique d'Eglise Saint-Martin d'Herchies.

La récapitulation du budget 2016 est arrêtée comme suit :

	Montant initial	Nouveau montant
Dépenses		
Arrêtées par l'Evêque	6.628,00€	6.628,00€
Soumises à l'approbation de l'Evêque ordinaires et extraordinaires	24.755,70€	24.755,70€
Total général des dépenses	31.383,70€	31.383,70€
Balance recettes	31.383,70€	31.383,70€
Balance dépenses	31.383,70€	31.383,70€

5. Finances – Budget 2016 de la Fabrique d’Eglise Saint-Barthelemy à Erbaut
- approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l’article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 19 août 2015 par laquelle le conseil de la fabrique d’église Saint-Barthélemy d’Erbaut a décidé d’arrêter le budget de l’exercice 2016 ;

Attendu que le budget de la fabrique d’église pour l’exercice 2016, réceptionné en date du 20 août 2015 à l’Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

Recettes totales : 21.484,92 €

Dépenses totales : 21.484,92 €

Solde : 0,00 €

Considérant qu’une intervention communale d’un montant de 15.753,85 € a été inscrite à l’ordinaire du budget de la fabrique d’église ;

Considérant la décision de l’Evêché de Tournai du 24.08.2015 approuvant le budget 2016, sous réserve de modification des articles 8, 9, 10 et 13 des dépenses relatives à la célébration du culte ;

Considérant que la vérification dudit budget n’implique aucune remarque de la part de l’Administration ;

LE CONSEIL COMMUNAL, approuve avec 16 voix « pour » et 2 « abstentions », le budget 2016 de la Fabrique d’Eglise Saint-Barthélemy à Erbaut. L’Echevin des Finances ne prend pas part à ce vote.

La récapitulation du budget 2016 est arrêtée comme suit :

	Montant initial	Nouveau montant
Dépenses		
Arrêtées par l’Evêque	5.050,00€	4.850,00€
Soumises à l’approbation de	16.434,92€	16.434,92€

l'Evêque ordinaires et extraordinaires		
Total général des dépenses	21.484,92€	21.284,92€
Balance recettes	21.484,92€	21.484,92€
Balance dépenses	21.484,92€	21.284,92€

**6. Finances – Budget 2016 de la Fabrique d'Eglise Saint-Eloi à Jurbise –
approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l'article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 30 juin 2015 par laquelle le conseil de la fabrique d'église Saint-Eloi de Jurbise a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2016 ;

Attendu que le budget de la fabrique d'église pour l'exercice 2016, réceptionné en date du 7 septembre 2015 à l'Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

Recettes totales : 29.204,20 €
Dépenses totales : 29.204,20 €
Solde : 0,00€

Considérant qu'une intervention communale d'un montant de 19.106,91 € a été inscrite à l'ordinaire du budget de la fabrique d'église ;

Considérant la décision de l'Evêché de Tournai du 31.08.2015 approuvant le budget 2016 sans remarque ;

Considérant que la vérification dudit budget n'implique aucune remarque de la part de l'Administration ;

LE CONSEIL COMMUNAL, approuve avec 17 voix « pour » et 2 « abstentions », le budget 2016 de la Fabrique d'Eglise Saint-Eloi de Jurbise.

La récapitulation du budget 2016 est arrêtée comme suit :

	Montant initial	Nouveau montant
Dépenses		
Arrêtées par l'Evêque	6.190,00€	6.190,00€
Soumises à l'approbation de l'Evêque ordinaires et extraordinaires	23.014,20€	23.014,20€
Total général des dépenses	29.204,20€	29.204,20€
Balance recettes	29.204,20€	29.204,20€
Balance dépenses	29.204,20€	29.204,20€

7. **Finances** – Budget 2016 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame du Perpétuel Secours
à Masnuy-Saint-Jean – **approbation**

Monsieur Delhay s'interroge sur la disparité entre les montants sollicités, en guise de subside communal ordinaire, par les différentes Fabriques.

L'Echevin des Finances et le Directeur général lui répondent, en mettant en évidence, notamment et en guise d'exemples, la fin planifiée de l'activité ecclésiastique à l'Eglise Saint-Jean de Masnuy-Saint-Jean-Village, ainsi que la prévision de certains petits travaux et réparations dans d'autres Eglises.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l'article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 18 août 2015 par laquelle le conseil de la fabrique d'église Notre Dame du Perpétuel Secours de Masnuy-Saint-Jean a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2016 ;

Attendu que le budget de la fabrique d'église pour l'exercice 2016, réceptionné en date du 20 août 2015 à l'Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

Recettes totales : 21.481,88 €

Dépenses totales : 21.481,88 €

Solde : 0,00€

Considérant qu'une intervention communale d'un montant de 6.260,00 € a été inscrite à l'ordinaire du budget de la fabrique d'église ;

Considérant la décision de l'Evêché de Tournai du 24.08.2015 approuvant le budget 2016 sans remarque ;

Considérant que la vérification dudit budget n'implique aucune remarque de la part de l'Administration ;

LE CONSEIL COMMUNAL, approuve avec 17 voix « pour » et 2 « abstentions », le budget 2016 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame du Perpétuel Secours à Masnuy-Saint-Jean.

La récapitulation du budget 2016 est arrêtée comme suit :

	Montant initial	Nouveau montant
Dépenses		
Arrêtées par l'Evêque	2.727,00€	2.727,00€
Soumises à l'approbation de l'Evêque ordinaires et extraordinaires	18.754,88€	18.754,88€
Total général des dépenses	21.481,88€	21.481,88€
Balance recettes	21.481,88€	21.481,88€
Balance dépenses	21.481,88€	21.481,88€

**8. Finances – Budget 2016 de la Fabrique d'Eglise Saint-Jean à Masnuy-Saint-Jean –
approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l'article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du conseil de la fabrique d'église Saint-Jean à Masnuy-Saint-Jean a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2016 ;

Attendu que le budget de la fabrique d'église pour l'exercice 2016, réceptionné en date du 7 septembre 2015 à l'Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

Recettes totales : 8.625,34 €

Dépenses totales : 8.613,33 €

Excédent : 12,01 €

Considérant qu'une intervention communale d'un montant de 1.000,00 € a été inscrite à l'extraordinaire du budget de la fabrique d'église ;

Considérant la décision de l'Evêché de Tournai du 31.08.2015 approuvant le budget 2016 sans remarque ;

Considérant que la vérification dudit budget n'implique aucune remarque de la part de l'Administration ;

LE CONSEIL COMMUNAL, approuve avec 17 voix « pour » et 2 « abstentions », le budget 2016 de la Fabrique d'Eglise Saint-Jean à Masnuy-Saint-Jean.

La récapitulation du budget 2016 est arrêtée comme suit :

	Montant initial	Nouveau montant
Dépenses		
Arrêtées par l'Evêque	760,00€	760,00€
Soumises à l'approbation de l'Evêque ordinaires et extraordinaires	6.853,33€ 1.000,00€	6.853,33€ 1.000,00€
Total général des dépenses	8.163,33€	8.163,33€
Balance recettes	8.625,34€	8.625,34€
Balance dépenses	8.613,33€	8.613,33€

**9. Finances – Budget 2016 de l'Eglise Protestante de Baudour-Herchies –
approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l'article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 10 août 2015 par laquelle le conseil de l'Eglise Protestante de Baudour – Herchies à Baudour a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2016 ;

Attendu que le budget de la fabrique d'église pour l'exercice 2016, réceptionné en date du 14 août 2015 à l'Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

Recettes totales : 28.955,97 €

Dépenses totales : 28.955,97 €

Solde : 0,00€

Considérant qu'une intervention communale d'un montant de 6.613,99 € a été inscrite à l'ordinaire du budget de la fabrique d'église ;

Considérant que la vérification dudit budget n'implique aucune remarque de la part de l'Administration ;

LE CONSEIL COMMUNAL, approuve avec 17 voix « pour » et 2 « abstentions », le budget 2016 de la Fabrique d'Eglise l'Eglise Protestante de Baudour-Herchies.

La récapitulation du budget 2016 est arrêtée comme suit :

	Montant initial	Nouveau montant
Dépenses		
Arrêtées par l'Evêque	14.270,00€	14.270,00€
Soumises à l'approbation de l'Evêque ordinaires et extraordinaires	10.000,00€ 4.685,97€	10.000,00€ 4.685,97€
Total général des dépenses	28.955,97€	28.955,97€

Balance recettes	28.955,97€	28.955,97€
Balance dépenses	28.955,97€	28.955,97€

-
10. **Finances** – Arrêté du Gouvernement Wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages, taux de couverture des coûts en matière de déchets des ménages, calculé sur base du budget 2016 et arrêté par le Collège Communal au 5 octobre 2015 – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique, approuve à l'unanimité le coût-vérité communal, ainsi que les chiffres et modalités permettant de l'établir.

11. **Secrétariat** – Assemblée générale ordinaire de l'Intercommunale IMIO le 19 novembre 2015 – ordre du jour – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil communal du 21 mai 2013 portant sur la prise de participation de la Commune à l'intercommunale de mutualisation en matière informatique et organisationnelle (IMIO) ;

Considérant que la Commune a été convoquée à participer à l'assemblée générale d'IMIO du 19 novembre 2015 par lettre datée du 29 septembre 2015 ;

Considérant que l'Assemblée générale du second semestre doit avoir lieu, avant le premier lundi du mois de décembre, conformément à l'article L1523-13 – paragraphe 4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale IMIO par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentants la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces cinq délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale de l'intercommunale IMIO du 19 novembre 2015 ;

Que le Conseil doit se prononcer sur le point de l'ordre du jour de l'Assemblée générale adressés par l'intercommunale ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal,

chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant que l'ordre du jour porte sur :

1. Présentation des nouveaux produits ;
2. Évaluation du plan stratégique 2013-2015 ;
3. Présentation du plan stratégique 2016-2018 ;
4. Présentation du budget 2016 ;
5. Désignation d'administrateurs;

Considérant que les points précités sont de la compétence de l'Assemblée Générale et ce conformément à l'article 19 des statuts de l'intercommunale IMIO.

Sur proposition du Collège communal; après en avoir délibéré,

LE CONSEIL COMMUNAL décide à l'unanimité :

Article 1^{er} :

D'approuver les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale d'IMIO du 19 novembre 2015 qui nécessitent un vote.

Article 2 :

D'approuver l'ordre du jour dont les points concernent :

1. Présentation des nouveaux produits ;
2. Évaluation du plan stratégique 2013-2015 ;
3. Présentation du plan stratégique 2016-2018 ;
4. Présentation du budget 2016 ;
5. Désignation d'administrateurs;

Article 3 : de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté telle qu'elle est exprimée dans l'article 1er ci-dessus.

Article 4 : de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente décision.

Article 5 : de transmettre la présente délibération à l'intercommunale IMIO.

12. Juridique – Programme Logements-passerelle : modèle de contrat de bail, montant du loyer et balises d'octroi des logements-passerelle – approbation

Madame Senecaut entame la discussion sur ce point par trois remarques à l'égard des balises d'octroi telles que proposées par le Collège communal :

- *afin d'arrêter l'ordre d'arrivée des candidatures, elle estime plus sûr et plus opportun de se baser sur la date reprise sur le cachet de La Poste plutôt que sur la date apposée par l'Administration communale lors de l'enregistrement*

du courrier, le jour de sa réception. Elle estime plus fiable cette méthode, notamment si les candidatures sont envoyées par recommandé, avec accusé de réception.

- *elle estime plus logique de tenir compte non pas des revenus nets des candidats (ces revenus pouvant par exemple être diminués, sur demande des candidats auprès de leur employeur, afin d'être davantage imposés sur leur salaire) mais bien des revenus bruts. Les revenus bruts, selon Madame Senecaut, donne une image plus claire et plus précise des revenus réels des candidats.*
- *enfin, par rapport à l'interdiction, pour les candidats, d'être déjà propriétaires d'un bien immobilier, elle demande quel sera encore le poids de ce critère si, quelques jours voire même le lendemain après sa sélection, un bénéficiaire d'un logement-passerelle devient propriétaire.*

Madame Senecaut conclut en précisant qu'elle n'a pas de remarque particulière à l'égard des autres balises.

L'Echevin des Finances rétorque à Madame Senecaut qu'à ses yeux, le cachet de la Poste n'a pas plus de valeur que le cachet apposé par l'Administration lors de l'enregistrement d'un courrier, et ajoute qu'il n'estime pas les services de la Poste plus fiables que ceux de l'Administration.

Madame Senecaut lui répond que l'on peut considérer le cachet de la Poste comme une preuve incontestable, et rappelle, en guise de contre-exemple, son interpellation lors de la précédente séance du Conseil communal, au cours de laquelle elle avait fait remarquer que les procès-verbaux de certaines séances du Collège communal, bien que déjà approuvés par ce même Collège, n'étaient pas encore collés dans le registre adéquat.

L'Echevin des Finances conteste cette vision de Madame Senecaut, estimant qu'il s'agit d'une mise en cause de l'Administration, et estime pour sa part que, contrairement à ce que Madame Senecaut affirme, les services postaux peuvent être source de problèmes.

Madame Senecaut demande ensuite de quelle manière la communication sera organisée au sujet de ces logements-passerelle. L'Echevin des Finances et la Présidente lui répondent que cette communication se fera par les canaux habituels, tels que le Jurbise Infos et l'A4 informative.

Madame Senecaut fait remarquer que seuls les Jurbisiens seront dès lors informés de l'existence de ce programme, ou en tout cas seront plus vite informés que les non Jurbisiens.

L'Echevin des Finances lui répond que tel est le but de ce programme de logements-passerelle, ce à quoi Madame Senecaut rétorque en rappelant que le programme est également destiné aux personnes pouvant prouver qu'elles sont ou ont été inscrites au Registre de Population de Jurbise pendant une durée minimale de 5 ans sans interruption.

L'Echevin des Finances précise que la communication se fera également via le site Internet, assurant de la sorte une communication relativement large sur le programme.

Madame Senecaut interroge à nouveau la majorité sur la balise d'octroi relative aux revenus des candidats, et insiste sur le fait qu'elle estime problématique le fait

de prendre en considération, à travers cette balise, les seuls revenus nets du candidat.

Monsieur Delhayé continue en mettant en exergue le caractère social de la démarche, mais pose la question de l'éventuelle opportunité de fixer plutôt un revenu au-delà duquel l'on ne pourrait bénéficier de ces logements. Ce procédé permettrait, selon lui, de garantir la vocation sociale de l'opération.

L'Echevin des Finances rappelle à l'assemblée que le montant de 650 € fixé pour le loyer des habitations concernées, se rapporte à un petit logement, permettant au bénéficiaire de « démarrer dans la vie » ; si celui-ci vient à gagner davantage d'argent, le programme de logements-passerelle ici proposé aboutit à augmenter le montant du loyer. Il rappelle également qu'il sera tenu compte, dans l'analyse des candidatures, de l'avertissement-extrait de rôle des bénéficiaires potentiels, et pas uniquement d'une fiche de salaire.

Pour le Groupe socialiste, et compte tenu des différents échanges survenus, Monsieur Delhayé propose que ce point soit reporté à une prochaine séance du Conseil communal, afin de permettre aux conseillers de réfléchir à l'adaptation éventuelle de cette balise d'octroi relative aux revenus des candidats.

L'Echevin de l'Enseignement, Mme Decoster et Mme Mauroy-Moulin-Stalpaert estiment également qu'il serait plus sûr de reporter l'analyse de ce point, de telle manière à s'assurer que les balises d'octroi et conditions qui seront fixées soient les meilleures possibles.

La Présidente marque son accord sur cette proposition. Le vote sur le contrat de bail, le montant du loyer et les balises d'octroi des logements-passerelles est reporté à une prochaine séance.

13. Culture – Location et mise à disposition des salles communales – gratuité partielle sur le montant de location, en application de l'article 23 du règlement de location et mise à disposition des salles communales : ASBL Promovins – approbation

Monsieur Delhayé rappelle la position habituelle du Groupe socialiste à ce propos. Il considère que ce salon du vin est une opération commerciale et que, par conséquent, l'ASBL dispose des moyens suffisants pour honorer les frais de location.

La Présidente rappelle toutefois à Monsieur Delhayé que l'ASBL versera, en guise de sponsoring pour la Ducasse de Jurbise, un montant de 3.000 € au bénéfice de la Commune.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 03 novembre 2009, ainsi que ses modifications ultérieures ;

Sur proposition du Collège communal en sa séance du 24 août 2015 ;

Attendu que l'ASBL PROMOVINS, représentée par Monsieur HUISSEMANS, rue des 3 Coulons 114 à 7000 MONS, a fait part de son souhait d'occuper la salle culturelle « Jacques GALANT », son bar et sa salle annexe dénommée Orangerie les vendredi 29 avril 2016 de 17 à 22 h, le samedi 30 avril 2016 de 10h à 20h et le dimanche 01 mai 2016 de 10h à 19h sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location ;

Attendu que cette gratuité partielle se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée, à savoir un Salon des vins ayant rencontré un succès considérable auprès de la population jurbisienne au cours de ses éditions précédentes, ainsi que par l'établissement d'un contrat de sponsoring d'un montant de 3.000 EUR en vue de couvrir les frais de location du podium utile pour la bonne organisation de la ducasse communale de Jurbise 2016 ;

Après en avoir délibéré en séance publique ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide à 15 voix pour et 4 voix contre :

Article 1^{er} : D'approuver la proposition d'occupation de la salle culturelle « Jacques GALANT », son bar et sa salle annexe dénommée Orangerie les vendredi 29 avril 2016 de 17 à 22 h, le samedi 30 avril 2016 de 10h à 20h et le dimanche 01 mai 2016 de 10h à 19h sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location, au bénéfice de l'ASBL PROMOVINS, représentée par Mr. HUISSEMANS, rue des 3 Coulons 114 à 7000 MONS.

Article 2 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

14. **Culture – Location et mise à disposition des salles communales – gratuité partielle sur le montant de location, en application de l'article 23 du règlement de location et mise à disposition des salles communales : ASBL La Farandole – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 3 novembre 2009, et ses modifications ultérieures ;

Attendu que, suite au courriel du 18 septembre 2015 de l'ASBL « La Farandole » de Mons, représentée par son Président, Mr. LAMMERS, médecin, demeurant Chemin du Prince 252 à 7050 JURBISE, il est proposé de mettre la salle « La Vacressoise » à disposition le vendredi 18 décembre 2015 de 12h à 18h, afin de permettre de mener à bien l'organisation d'un repas de Noël pour les bénéficiaires, le personnel et les familles de l'A.S.B.L. La Farandole dont le siège se trouve à la Rampe Sainte Waudru à Mons ;

Considérant qu'il est proposé de mettre cette salle, qui est libre à la date demandée, à disposition du demandeur sur base d'une gratuité partielle ;

Considérant que cette gratuité se justifie par le caractère philanthropique de cette A.S.B.L. qui accueille de jour des adultes handicapés ;

Sur proposition du Collège Communal, en sa séance du 28/09/2015 ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :

Article 1^{er} : De mettre à disposition de l'A.S.B.L. La Farandole la salle dénommée « La Vacressoise » le 18 décembre 2015, et ce sur base d'une gratuité partielle.

Cette mise à disposition est destinée à permettre au demandeur de mener à bien l'organisation d'un repas de Noël pour les bénéficiaires, le personnel et les familles (soit 150 personnes) d'une A.S.B.L. à caractère philanthropique.

Article 2 : Cette gratuité partielle se justifie par le caractère philanthropique de cette A.S.B.L.

Article 3 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

15. Marchés publics – MP 2015-25-SG relatif à la désignation d'un prestataire pour la réalisation d'un audit organisationnel et fonctionnel de l'Administration communale et du CPAS – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

Monsieur Delhay demande à pouvoir obtenir quelques éclaircissements quant aux raisons qui conduisent le Collège communal à souhaiter réaliser cet audit.

L'Echevin des Finances lui répond qu'il s'agit tout d'abord d'une volonté de la majorité en place de se remettre en question, mais aussi d'une opportunité pour l'opposition de participer à cette réflexion. Cet audit devrait également permettre

d'obtenir un regard neuf et extérieur sur les méthodes de travail et l'organisation globale de la Commune et du CPAS.

L'Echevin des Finances ajoute que les communes et CPAS sont à la croisée des chemins, et vont devoir faire face à de nouvelles charges (cotisation de responsabilisation, pensions, Zone de Police et de Secours,...) : un audit pourrait permettre de mettre en évidence des synergies à développer entre Commune et CPAS ou d'autres pistes d'économies qui permettront d'éviter des pertes d'emplois ou licenciements. De même, un audit pourrait permettre de mettre en évidence une méthode optimale de choix des investissements. Enfin, en ce qui concerne le prix, l'Echevin des Finances précise que l'estimation de 35.000 € peut paraître élevée, mais représente à peine 0.35% des dépenses annuelles de l'Administration communale de Jurbise, somme qui pourrait être vite « rentabilisée » si l'audit permet de mettre en évidence des sources d'économie ou d'éviter des investissements inutiles.

Madame Petit s'interroge sur la durée envisagée pour la réalisation de cette mission, et fait remarquer qu'au sein de son institution – dont la taille dépasse notablement celle de la Commune de Jurbise – un audit a été réalisé et a atteint le montant de l'estimation du marché, tout en s'étalant sur 2 ans.

L'Echevin des Finances et le Directeur général rappellent à l'assemblée qu'il s'agit ici d'une estimation réalisée notamment sur base d'audits réalisés dans d'autres communes, avec toutes les réserves d'usage qui s'imposent par conséquent – les missions prestées pouvant varier en fonction de la taille des communes, de la prise en compte ou non d'autres institutions tels que le CPAS, etc... Quant à la durée envisagée de la mission, même s'il est difficile de répondre à cette question tant que l'adjudicataire n'a pas été désigné, ils estiment qu'elle ne devrait pas dépasser un an.

Monsieur Delhay conclut en ajoutant qu'il serait intéressant d'envisager, en séance du Conseil communal, une présentation par le prestataire des résultats de sa mission.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €), et notamment l'article 38 permettant une exécution conjointe des services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 3 ;

Considérant le cahier des charges N° 2015-25-SG relatif au marché “Désignation d'un prestataire pour la réalisation d'un audit organisationnel et fonctionnel de l'Administration communale et du CPAS de Jurbise” établi par l'auteur de projet ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 28.925,61 € hors TVA ou 34.999,99 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché conjoint pour lequel il est recommandé que Commune de Jurbise exécutera la procédure et interviendra au nom du CPAS de Jurbise à l'attribution du marché ;

Considérant que les achats collectifs peuvent permettre une économie considérable et une simplification administrative ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 24 août 2015, obtenu le 16 septembre 2015, et qu'il s'avère favorable ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense ont été inscrits en modification budgétaire n° 1 de l'exercice 2015 du budget communal extraordinaire, article 104/74760 :2015.0079.2015, ainsi qu'en modification budgétaire n°2 de l'exercice 2015 du budget extraordinaire du CPAS, article 104/74760 :2015.0020.2015 ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2015-25-SG et le montant estimé du marché “Désignation d'un prestataire pour la réalisation d'un audit organisationnel et fonctionnel de l'Administration communale et du CPAS de Jurbise”, établis par l'auteur de projet. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 28.925,61 € hors TVA ou 34.999,99 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - La Commune de Jurbise est mandatée pour exécuter la procédure et pour intervenir, au nom du CPAS de Jurbise, à l'attribution du marché.

Article 4. - De financer cette dépense par les crédits inscrits en modification budgétaire n° 1 de l'exercice 2015 du budget extraordinaire, article 104/74760 :2015.0079.2015, ainsi qu'en modification budgétaire n°2 de l'exercice 2015 du budget extraordinaire du CPAS, article 104/74760 :2015.0020.2015.

Article 55. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

16. Marchés publics – MP 2015-15-SG-FC relatif à la virtualisation du parc informatique de la Commune et du CPAS de Jurbise – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

Monsieur Delhay met en évidence une « coquille » dans l'avis de légalité du Directeur financier, étant donné qu'il est prévu que la procédure de marché public repose sur un appel d'offres ouvert, mais qu'il est précisé dans cet avis de légalité que le choix de l'adjudicataire se fera sur base du critère unique du prix, ce qui est le propre de l'adjudication ouverte et non pas de l'appel d'offres.

Le Directeur général lui confirme qu'il s'agit d'une « coquille » sans conséquence aucune : le marché public sera bien passé par appel d'offres et quatre critères d'attribution, définis dans le CSCh, serviront à la comparaison des offres et à la désignation de l'adjudicataire.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 25 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant le cahier des charges N° 2015-15-SG-FC relatif au marché “Virtualisation du parc informatique de la Commune et du CPAS de Jurbise” établi par l’auteur de projet ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s’élève à 90.000,00 € hors TVA ou 108.900,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu’il est proposé de passer le marché par appel d’offres ouvert ;

Considérant qu’il s’agit d’un marché conjoint pour lequel il est recommandé que Commune de Jurbise exécutera la procédure et interviendra au nom du CPAS de Jurbise à l’attribution du marché ;

Considérant que les achats collectifs peuvent permettre une économie considérable et une simplification administrative ;

Considérant que l’avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 10 septembre 2015, obtenu le 17 septembre 2015, et qu’il s’avère favorable ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits au budget communal extraordinaire de l’exercice 2015, article 104/742-53 :2015.0004.2015, ainsi qu’au budget extraordinaire du CPAS de l’exercice 2015, article 104/74253:20150008.2015, et seront financés par un emprunt ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide à l’unanimité :

Article 1er. - D’approuver le cahier des charges N° 2015-15-SG-FC et le montant estimé du marché “Virtualisation du parc informatique de la Commune et du CPAS de Jurbise”, établis par l’auteur de projet. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d’exécution des marchés publics. Le montant estimé s’élève à 90.000,00 € hors TVA ou 108.900,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir l’appel d’offres ouvert comme mode de passation du marché.

Article 3. - De compléter et d’envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 4. - La Commune de Jurbise est mandatée pour exécuter la procédure et pour intervenir, au nom du CPAS de Jurbise, à l’attribution du marché.

Article 5. - De financer cette dépense par les crédits inscrits au budget communal extraordinaire de l’exercice 2015, article 104/742-53 :2015.0004.2015, ainsi qu’au budget extraordinaire du CPAS de l’exercice 2015, article 104/74253:20150008.2015.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l’Autorité supérieure.

17. Marchés publics – MP 2015-26-SG-RP relatif à la désignation d'un auteur de projet pour la construction d'un bâtiment sportif à Vacresse – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 3 ;

Considérant le cahier des charges N° 2015-26-SG-RP relatif au marché "Désignation d'un auteur de projet pour la construction d'un bâtiment sportif et technique à Vacresse" établi par le Directeur général ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 20.000,0000 € hors TVA ou 24.200,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit en modification budgétaire n°2 du budget communal extraordinaire de l'exercice 2015, article 764/73360:2015.0089.2015, et qu'il sera financé par un emprunt ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2015-26-SG-RP et le montant estimé du marché "Désignation d'un auteur de projet pour la construction d'un bâtiment sportif et technique à Vacresse", établis par le Directeur général. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 20.000,0000 € hors TVA ou 24.200,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit en modification budgétaire n°2 du budget communal extraordinaire de l'exercice 2015, article 764/73360:2015.0089.2015.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

18. Marchés publics – MP 2015-27-SG-RP relatif à la désignation d'un coordinateur de sécurité (projet-réalisation) pour la construction d'un bâtiment sportif à Vacresse – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

Monsieur Delhay demande confirmation qu'en procédure négociée par facture acceptée, trois prestataires seront bien consultés. L'Echevin des Travaux lui répond par l'affirmative.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 8.500,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Considérant le cahier des charges N° 2015-27-SG-RP relatif au marché "Désignation d'un coordinateur sécurité-santé (projet-réalisation) pour la construction d'un bâtiment sportif et technique à Vacresse" établi par le Directeur général ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 1.500,00 € hors TVA ou 1.815,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée par facture acceptée ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit en modification budgétaire n°2 du budget communal extraordinaire de l'exercice 2015, article 764/73360:2015.0089.2015, et qu'il sera financé par un emprunt ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2015-27-SG-RP et le montant estimé du marché "Désignation d'un coordinateur sécurité-santé (projet-réalisation) pour la construction d'un bâtiment sportif et technique à Vacressee", établis par le Directeur général. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 1.500,00 € hors TVA ou 1.815,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée par facture acceptée comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit en modification budgétaire n°2 du budget communal extraordinaire de l'exercice 2015, article 764/73360:2015.0089.2015.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

19. Marchés publics – MP TC UREX 7-2 relatif au *relighting* de l'Ecole communale d'Herchies– mode de passation, conditions et CSCh – approbation

Madame Senecaut demande – à l'égard de cette procédure et de la suivante – pourquoi il est proposé de recourir à une procédure négociée directe avec publicité pour le marché public relatif à Herchies, et à une procédure négociée sans publicité pour celle relative à Erbisoeul. Tout en comprenant que le critère central qui justifie cette distinction est le montant estimé des travaux respectifs, Madame Senecaut et Monsieur Delhaye estiment qu'il serait plus intéressant de réaliser une seule procédure négociée directe avec publicité pour les deux chantiers, en scindant le marché en deux lots, et ce afin d'assurer une plus grande publicité à cette procédure.

L'Echevin des Travaux et le Directeur général leur répondent que, même si cette proposition est techniquement réalisable sur le plan des marchés publics, elle risque de se heurter à des problèmes de capacité dans le chef des soumissionnaires éventuels (les travaux devant être réalisés durant la période des congés scolaires) et qu'il est possible – bien que ce point serait à vérifier – que le pouvoir subsidiant exige des procédures distinctes.

Monsieur Delhayé propose de reporter l'analyse de ce point à une prochaine séance, le temps pour le Collège communal de procéder aux vérifications opportunes.

La Présidente marque son opposition à cette demande, et décide de soumettre ce point au vote de l'assemblée.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 2, 1° d (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 600.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 2 §1 3° ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant que le marché de conception pour le marché "Relighting de l'Ecole communale d'Herchies" a été attribué à l'IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS ;

Considérant le cahier des charges N° TC UREX 7-2 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 105.247,82 € hors TVA ou 127.349,86 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publicité ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par SPW - Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie - Département de l'Energie et du Bâtiment durable, avenue Prince de Liège 7 à 5100 Jambes, et que cette partie est estimée à 100.973,55 € ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 5 octobre 2015, obtenu le 11 octobre 2015, et qu'il s'avère favorable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 722/724-60 (n° de projet 20150022) et sera financé par emprunt et subsides ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide avec 15 voix pour et 4 abstentions :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° TC UREX 7-2 et le montant estimé du marché "Relighting de l'Ecole communale d'Herchies", établis par l'auteur de projet, IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 105.247,82 € hors TVA ou 127.349,86 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée directe avec publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante SPW - Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie - Département de l'Energie et du Bâtiment durable, avenue Prince de Liège 7 à 5100 Jambes.

Article 4. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 5. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 722/724-60 (n° de projet 20150022).

20. Marchés publics – MP TC UREX 7-3 relatif au *relighting* de l'Ecole communale d'Erbisoeul– mode de passation, conditions et CSCh – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant que le marché de conception pour le marché "Relighting de l'Ecole communale d'Erbisoeul" a été attribué à l'IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS ;

Considérant le cahier des charges N° TC UREX 7-3 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 44.806,32 € hors TVA ou 54.215,65 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par le SPW - Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie - Département de l'Energie et du Bâtiment durable, avenue Prince de Liège 7 à 5100 Jambes, et que cette partie est estimée à 42.346,40 € ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 5 octobre 2015, obtenu le 11 octobre 2015, et qu'il s'avère favorable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 722/724-60 (n° de projet 20150021) et sera financé par emprunt et subsides ;

CONSEIL COMMUNAL décide avec 15 voix pour et 4 abstentions :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° TC UREX 7-3 et le montant estimé du marché "Relighting de l'Ecole communale d'Erbisoeul", établis par l'auteur de projet, IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 44.806,32 € hors TVA ou 54.215,65 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante, le SPW - Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie - Département de l'Energie et du Bâtiment durable, avenue Prince de Liège 7 à 5100 Jambes.

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 722/724-60 (n° de projet 20150021).

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

21. Marchés publics – MP TC UREX 7-5 relatif à la rénovation de la chaufferie de la salle culturelle J. Galant– mode de passation, conditions et CSCh – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant que le marché de conception pour le marché "Rénovation de la chaufferie de la salle culturelle J. Galant" a été attribué à l'IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS ;

Considérant le cahier des charges N° TC UREX 7-5 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 54.531,50 € hors TVA ou 65.983,12 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par le SPW - Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie - Département de l'Energie et du Bâtiment durable, avenue Prince de Liège 7 à 5100 Jambes, et que cette partie est estimée à 35.888,00 € ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 5 octobre 2015, obtenu le 11 octobre 2015, et qu'il s'avère favorable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget communal extraordinaire de l'exercice 2015, article 762/724-60 (n° de projet 2015002) et sera financé par emprunt et subsides ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° TC UREX 7-5 et le montant estimé du marché "Rénovation de la chaufferie de la salle culturelle J. Galant", établis par l'auteur de projet, IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 54.531,50 € hors TVA ou 65.983,12€, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante SPW - Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie - Département de l'Energie et du Bâtiment durable, avenue Prince de Liège 7 à 5100 Jambes.

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget communal extraordinaire de l'exercice 2015, article 762/724-60 (n° de projet 2015002).

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

22. Marchés publics – Constitution d'une réserve via un contrat d'assurance-pensions pour le personnel statutaire de l'Administration communale et du CPAS de Jurbise.
– mode de passation, conditions et CSCh – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 novembre 2011 assurant un financement pérenne des pensions des membres du personnel nommé à titre définitif des administrations provinciales et locales et des zones de police locale, et modifiant la loi du 6 mai 2002 portant création du fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale et contenant diverses dispositions modificatives ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 25,

et notamment l'article 38 permettant une exécution conjointe des services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Attendu que pour faire face à la croissance de leurs charges, la Commune et le CPAS de Jurbise souhaitent constituer une réserve via un contrat d'assurance-pensions produisant un rendement global stable et régulier (branche 21 – *universal life*) ;

Attendu que par ce même contrat, la Commune et le CPAS souhaitent aussi déléguer à l'Assureur le paiement des cotisations de pensions auprès de l'ONSSAPL pour leur personnel statutaire ;

Attendu que pour les pensions légales de leur personnel statutaire, la Commune et le CPAS sont affiliés auprès de l'Office National de Sécurité Sociale des Administrations Provinciales et Locales (ONSSAPL) ;

Attendu que la Commune et le CPAS prévoient une augmentation substantielle des charges de pension pour leur personnel statutaire affilié à l'ONSSAPL ;

Attendu que la Commune et le CPAS entendent prendre dès à présent les dispositions nécessaires pour faire face à cette augmentation ;

Attendu que les contrats d'assurance sont des services financiers au sens de l'annexe II A, 6, a) de la loi du 15 juin 2006 précitée ;

Attendu qu'il s'impose d'initier une procédure de marché public ayant pour objet la constitution d'une réserve via un contrat d'assurance-pensions, ce pour faire face à la croissance prévisible des charges des cotisations de pension pour le personnel statutaire affiliés à l'ONSSAPL ;

Considérant le cahier des charges N° 2015-01APPS-EB relatif au marché "Constituer une réserve via un contrat d'assurance-pensions pour le personnel statutaire de l'Administration communale et du CPAS de Jurbise" établi par le Service Finances ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 517.000,00 € ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par appel d'offres ouvert ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché conjoint pour lequel il est convenu que la Commune de Jurbise exécutera la procédure et interviendra au nom du CPAS de Jurbise à l'attribution du marché ;

Considérant que les achats collectifs peuvent permettre une économie considérable et une simplification administrative ;

Considérant que l'avis du Directeur financier a été sollicité le 1^{er} octobre 2015, obtenu le 7 octobre et qu'il s'avère favorable

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 131/51256:20150086.2015, ainsi qu'au budget des exercices suivants, et sera financé par moyens propres ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2015-01APPS-EB et le montant estimé du marché "Constituer une réserve via un contrat d'assurance-pensions pour le personnel statutaire de l'Administration communale et du CPAS de Jurbise", établis par le Service Finances. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 517.000,00.

Article 2. - De choisir l'appel d'offres ouvert comme mode de passation du marché.

Article 3. - De soumettre le marché à la publicité européenne.

Article 4. - La Commune de Jurbise est mandatée pour exécuter la procédure et pour intervenir, au nom du CPAS de Jurbise à l'attribution du marché.

Article 5. - En cas de litige concernant ce marché public, chaque pouvoir adjudicateur est responsable pour les coûts éventuels occasionnés par celui-ci, à concurrence de sa participation au marché.

Article 6. - Copie de cette décision est transmise au CPAS de Jurbise.

Article 7. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national et européen.

Article 8. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 131/51256:20150086.2015 et au budget des exercices suivants.

Article 9. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

23. Question(s) orale(s).

Pour le Groupe socialiste, Monsieur Breuse pose les questions suivantes :

« Je souhaiterais soumettre au Conseil les questions orales suivantes :

1- Quelle est la réglementation communale au sujet des caméras de surveillance au domicile des citoyens de notre entité et doivent-ils faire une demande écrite avant l'installation de celles-ci ?

2- A quel endroit et jusqu'à quelle limite de leur propriété peuvent-elles aller ? Et avec quelle amplitude peuvent-elles être dirigées vis-à-vis des voisins ?

3- Peuvent-elles être placées en façade donnant sur la route ? »

La Présidente répond à Monsieur Breuse :

« La réglementation en matière de caméras de surveillance, qu'il s'agisse de caméras destinées à filmer les milieux ouverts ou les milieux fermés, relève de la Loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, ainsi que ses modifications ultérieures. En ce qui concerne les lieux accessibles au public, qu'ils soient ouverts ou fermés, nous vous renvoyons à la lecture des dispositions spécifiques de cette Loi, et nous nous concentrerons ici, afin de répondre précisément à votre question, aux dispositions relatives à l'installation de caméras par des citoyens à leur domicile.

La Loi inclut les domiciles privés dans les lieux fermés non accessibles au public, au même titre que les immeubles à appartements et les parties d'immeubles professionnels uniquement accessibles aux employés. Le lieu fermé non accessible au public est défini comme « tout bâtiment ou lieu fermé destiné uniquement à l'usage des utilisateurs habituels ».

L'article 7 de la Loi, ainsi que le site Internet de la Commission de Protection de la Vie Privée, apportent certains éléments d'information utiles à ce propos.

La décision d'installer une ou plusieurs caméras de surveillance dans un lieu fermé non accessible au public doit impérativement s'accompagner de l'introduction d'une déclaration auprès de la Commission de la protection de la vie privée ainsi qu'au chef de corps de la zone de police. Cette déclaration est introduire au plus tard la veille du jour de la mise en service de la ou des caméras de surveillance.

La notification à la Commission de la protection de la vie privée ne doit pas être effectuée pour la ou les caméras de surveillance qui sont installées par une personne physique à des fins personnelles ou domestiques, et donc dans l'habitation même.

Le responsable du traitement appose à l'entrée du lieu fermé non accessible au public, un pictogramme signalant l'existence d'une surveillance par caméra.

Il s'assurera également que la ou les caméras de surveillance ne sont pas dirigées spécifiquement vers un lieu pour lequel il ne traite pas lui-même les données. En cas de surveillance d'une entrée privée située à front d'un lieu ouvert ou d'un lieu fermé accessible au public, la ou les caméras de surveillance seront orientées de manière à limiter la prise d'images de ce lieu à son strict minimum. Le respect d'une certaine et évidente proportionnalité est donc ici prépondérant.

Enfin, si ces images ne peuvent contribuer à apporter la preuve d'une infraction, d'un dommage ou d'une nuisance ou ne peuvent permettre d'identifier un auteur des faits, un perturbateur de l'ordre public, un témoin ou une victime, elles ne peuvent être conservées plus d'un mois.

Comme explicitement indiqué ci-dessus, si aucune amplitude précise n'est mentionnée dans la réglementation en la matière, le responsable du traitement ne peut orienter sa caméra vers un lieu pour lequel il n'est pas le responsable du traitement. A titre d'exemple, une caméra d'un particulier ne peut être dirigée vers la voirie et ses accotements (qui relèvent de l'autorité publique) ou vers une autre habitation (d'une personne morale ou physique autre que le responsable du traitement). Toutefois, des précisions à ce sujet sont apportées par la Commission de Protection de la Vie Privée qui, dans un document daté du 29 février 2012 intitulé « Recommandation d'initiative sur les diverses possibilités d'application de la surveillance par caméras », indique que « pour les trois types de lieux, la loi caméras prévoit explicitement que le responsable du traitement doit veiller à ce que la caméra de surveillance ne soit pas dirigée spécifiquement vers un lieu pour lequel il ne traite pas lui-même les données. Ce principe est une traduction de l'exigence générale de proportionnalité que l'on retrouve dans la Loi sur la Vie Privée. Le terme « spécifiquement » n'empêche donc pas le responsable de laisser apparaître sur les images une partie d'un lieu pour lequel il ne traite pas les données, dans la mesure où il est inévitable de faire autrement, comme filmer une petite partie du trottoir ou de la voie publique lorsqu'on filme un bâtiment ou l'entrée de celui-ci. Il va de soi que cela doit toutefois être évité ou limité autant que possible ».

Aucune autre question orale n'étant posée, la Présidente déclare le huis clos.

POUR LE CONSEIL,

Le Directeur Général

La Présidente,